

Pourquoi les gouvernements détestent l'argent liquide

Cela fait longtemps que les gouvernements abhorrent les espèces car elles permettent des achats en toute confidentialité. Il y a toutefois un problème encore plus important : les détenteurs de cash peuvent alerter de leur manque de confiance envers les banques centrales en retirant tout leur argent du système financier.

En avril, la Grèce annonçait taxer les retraits d'espèces pour décourager les citoyens grecs de vider leurs comptes en banque. Ainsi, maintenant, les Grecs payent un euro par tranche de 1 000 euros retirés, soit un dixième de pourcent. Ce n'est pas en soi un montant important mais le principe même de cette taxation ouvre la porte à un nouveau système dans lequel la parité entre l'unité monétaire et l'unité des dépôts bancaires est brisée. Un euro en banque est plus égal à un euro dans votre poche.

Pourquoi une telle mesure a-t-elle été prise ? Pourquoi le gouvernement grec a-t-il pris cette décision ? Il s'agit en fait d'une décision gouvernementale anti-cash que les économistes grands publics aiment à colporter ces derniers temps à la une des médias.

En route pour les taux d'intérêts négatifs ?

Pour simplifier les calculs et pour illustrer l'effet de cette mesure, supposons que la "surtaxe" grecque soit de 10 euros pour chaque tranche de 100 euros retirés. Maintenant, au moment où vous souhaitez convertir un euro "numérique" de votre compte en un euro en espèces, vous devrez accepter de payer lors de votre retrait, et vous ne pourrez les avoir qu'en retirant en réalité 1,10 euros du solde de votre compte en banque.

Voilà un taux négatif de 10% : pour chaque euro demandé, vous ne recevez que 90 centimes. Cela veut dire que vos achats en espèces vous coûteront plus cher que si vous les régliez avec votre carte bancaire.

Au même moment, le gouvernement grec a dit très clairement que si vous déposiez de l'argent dans les banques, vous ne recevriez pas pour autant 1,10 euros pour chaque euro déposé. Le système est désormais structuré pour verrouiller l'argent dans les banques.

Pourquoi ?

Si vous perdez 10% chaque fois que vous retirez un euro de votre compte, le taux d'intérêt que vous obtenez sur votre épargne bancaire peut être réduit à -5% ou -6%. Vous ne retirerez pas votre argent des banques pour autant même si les taux devenaient négatifs.

Nous voyons apparaître une guerre contre le cash par laquelle le gouvernement rend illégal ou très peu pratique l'utilisation d'argent liquide. Pour les gouvernements, les bonnes raisons

ne manquent pas : surveillance automatique des transactions financières mais également facilitation de la manipulation de la masse monétaire.

Les origines de la guerre contre le cash?

Tout a vraiment commencé avec le Bank Secrecy Act adopté par les Etats-Unis en 1970. Il demandait aux institutions financières des Etats-Unis d'aider les organismes gouvernementaux à détecter et prévenir de tous soupçons de blanchiment d'argent dans les transactions bancaires. C'est la raison d'être de cette loi. En effet, elle oblige les institutions financières à tenir des registres de paiements en espèces et à déposer des rapports d'achats en espèces ou d'instruments négociables de plus de 10 000 \$ au total par jour. Bien sûr, tout cela fut présenté aux citoyens comme un moyen de lutte contre les organisations criminelles.

Le gouvernement américain emploie également d'autres moyens pour mener cette guerre contre le cash. Jusqu'en 1945, il y avait des billets de 500 \$, de 1 000 \$ et de 10 000 \$ en circulation. Il y avait même un billet de 100 000 \$ dans les années 1930 que les banques utilisaient entre elles pour régler leur affaire. Mais en 1945, le gouvernement américain arrêta d'imprimer ces billets et en 1969, ils avaient disparu.

Ainsi, sous couvert de lutte contre le crime organisé et le blanchiment d'argent, ils ont rendu plus difficile le paiement en cash, tout du moins pour les plus grosses sommes. Du fait de l'érosion du pouvoir d'achat avec l'inflation, un billet de 100 \$ utilisé aujourd'hui ne vaut que 15,50 \$ de 1969.

Un problème international?

C'est sans doute en Suède que la guerre contre le cash est allée le plus loin, les gouvernements scandinaves étant généralement remarquables dans ce domaine. Dans les villes suédoises, les billets pour les bus publics ne peuvent être payés en espèces : ils doivent être achetés à l'avance par SMS ou par téléphone en d'autres termes, par intermédiaire de comptes bancaires.

Le vice-gouverneur de la Banque centrale suédoise jubilait avant de prendre sa retraite il y a quelques années, lorsqu'il déclara que l'argent allait certes survivre "comme le crocodile, mais qu'il verra son habitat progressivement réduit à l'antenne".

L'analogie est appropriée puisque deux tiers des agences des trois des quatre plus grandes banques suédoises n'acceptent plus de dépôts ou de retraits de cash. Ces trois banques éliminent la manutention manuelle de l'argent dans leurs bureaux à un rythme très rapide depuis 2012.

En France, les ennemis du cash ont essayé d'adopter une loi en 2012 visant à limiter l'utilisation de cash, passant d'un montant maximum de 3 000 euros à 1 000 euros. La loi fut refusée. Puis il y a eu les attentats contre Charlie Hebdo et un supermarché juif en janvier 2015, et l'Etat a immédiatement utilisé ces événements pour obtenir l'adoption de cette limite maximale de 1 000 euros. Cette fois, la loi est passée. Pourquoi ? Eh bien parce que les avocats d'une société sans cash ont affirmé que les attaques avaient été partiellement financées en utilisant de l'argent liquide.

Les terroristes ont utilisé des espèces pour acheter certaines des choses dont ils avaient besoin. Sans doute, ces meurtriers portaient également des chaussures et des vêtements, ils ont certainement utilisé des téléphones portables et des voitures lors de la planification et de l'exécution de leur plan de destruction. Pourquoi ne pas interdire ces choses? Un terroriste pieds nus et sans moyen de communication est certainement moins efficace que celui entièrement équipé.

Enfin, la Suisse, autrefois un grand bastion de la liberté économique et de la sphère privée financière, a succombé aux stratégies utilisées par le gouvernement américain. Le gouvernement suisse a interdit tous les paiements en espèces de plus de 100 000 francs (environ 106 000 \$), y compris les transactions concernant les montres, l'immobilier, les matériaux précieux et les voitures. Cela a été fait sous la menace de figurer sur la liste noire dressée par l'Organisation du Développement économique, les Etats-Unis manoeuvrant sans aucun doute en coulisses. Les transactions au-dessus de 100 000 francs devront désormais être traitées via le système bancaire. La raison invoquée est d'endiguer les transactions des organisations criminelles et le blanchiment d'argent.

La banque Chase a également rejoint récemment la lutte contre le cash. Il s'agit quand même de la plus grande banque des Etats-Unis, filiale de JP Morgan Chase Co., et selon le magazine Forbes, la troisième plus grande société du monde. Elle a également reçu 25 milliards de dollars en prêt de sauvetage du Trésor américain. En mars dernier, Chase a commencé à limiter l'utilisation des liquidités dans certains secteurs. La nouvelle politique restreint l'utilisation du cash par les emprunteurs pour effectuer des paiements de leurs factures de cartes de crédit, de prêts hypothécaires, d'actions ou de leurs prêts automobiles.

Chase va même jusqu'à interdire le stockage de cash dans ses coffres. Dans une lettre adressée à ses clients en date du 1er avril 2015 et concernant la mise à jour des conditions d'utilisation de ses coffres de dépôt, on pouvait lire : "vous acceptez de ne pas stocker de liquidités ou de pièces autres que celles qui possèdent une valeur de collection". Cela concerne-t-il l'or et l'argent hors collection ? Bien sûr ! Comme nous le disait un observateur averti : "cette politique est inhabituelle, mais puisque Chase est la plus grande banque de la nation, je ne serais pas surpris si nous commencions à voir se multiplier les mesures comme celle-ci dans cette ère d'hyper-sensibilité vis-à-vis du financement des organisations terroristes et autres". Sortez donc de vos coffres vos liquidités mais aussi votre or et votre argent.

Seules les dépenses supervisées et contrôlées vont devenir légales?

Gregory Mankiw, macro-économiste de premier ordre, a imaginé dès 2009 une mesure possible : la Fed annoncerait que dans un délai de douze mois, elle tirera un chiffre entre 0 et 9 d'un chapeau. Tous les billets de banques avec un numéro de série se terminant par ce chiffre perdront instantanément leur cours légal. Cela permettrait à la Fed d'imposer des taux d'intérêt négatifs pendant un an ou même plus parce que les gens seraient heureux de prêter de l'argent pour -2% ou -4% puisque cela les protégerait d'une perte automatique de 10% s'ils avaient l'idée de se réfugier dans le cash.

La raison invoquée par nos dirigeants pour supprimer le cash est de maintenir la société à l'abri des terroristes, des fraudeurs, des blanchisseurs d'argent, des cartels de la drogue et autres marchands réels ou imaginaires. Le vrai but de la multiplication de ces lois est de forcer les citoyens à faire des paiements via le système financier. Cela permet aux gouvernements de développer leurs capacités d'espionnage, de garder une trace des transactions financières

les plus privés de leurs citoyens, et de traire leurs citoyens du dernier euro de paiements d'impôts prétendument dus.

Mais ce n'est pas tout. Il y a d'autres raisons à la suppression du cash :

-Soutenir le système bancaire à couverture fractionnaire instable, qui menace de s'effondrer à travers le monde.?

-Donner aux banques centrales le pouvoir d'imposer des taux d'intérêt nominaux négatifs! c'est-à-dire vous faire dépenser de l'argent en le soustrayant directement de votre compte bancaire chaque jour où il y est stocké et non dépensé.

Pour plus d'analyses et de conseils de ce genre, c'est ici et c'est gratuit